

Rien ne sera jamais plus comme avant

Ghassan Salamé, directeur de recherches au CNRS et professeur à Sciences-Po, est un éminent spécialiste français du Proche-Orient contemporain. Sa culture arabe – il est né libanais au sein d'une famille melkite (catholique de rite byzantin) – comme sa formation française et sa familiarité avec le monde anglo-saxon en font un observateur renommé du conflit israélo-



arabe. Consultant aux accords de Taëf, en 1989, qui ont mis fin au conflit du Liban, il a également été conseiller de la délégation libanaise à la conférence israélo-arabe de Madrid en 1991. Il brosse ici, pour *La Vie*, le panorama argumenté et teinté d'optimisme d'un autre Proche-Orient, dont l'émergence est rendue possible par l'accord de paix israélo-palestinien.

L'accord de paix israélo-palestinien brise en chaque camp un tabou sacro-saint.

Et comment ! Hier encore, Israël n'entendait rencontrer l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) « *que sur le champ de bataille* ». Celle-ci le lui rendait bien, qui ne voulait voir en l'Etat hébreu qu'une « *tête de pont de l'impérialisme yankee* ». C'était à qui excrèterait le plus férocement l'autre... En un double trait de plume, Yitzhak Rabin et Yasser Arafat ont, devant le monde incrédule, brisé un tabou meurtrier vieux d'un demi-siècle. Il fallait le faire !

Quand bien même la marche vers une paix complète tournerait court, rien ne sera plus comme avant. Si demain Rabin clamait « *Arafat est un terroriste* », ou si Arafat lançait de nouveau un « *Israël doit être détruit* », le courroux de l'un et de l'autre paraîtrait presque dérisoire. Le « *charme* », si l'on peut dire, de la négation est rompu.

Reste, quand même, le vieux et double rêve d'Israël : construire un Etat par et pour le peuple juif, d'abord, et sur toute la Palestine, ensuite. L'occupation, en juin 1967, de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza invitait à le concrétiser sans retard. Plus d'un rabbin interpréta la victoire de

Tel-Aviv comme un geste du ciel pour achever le « *retour* » du peuple élu sur la Terre promise. Il n'y avait plus qu'une ombre à l'horizon du rêve : le Palestinien. Or, les Palestiniens étaient huit cent mille en Israël même, presque le triple en « *Judée-Samarie* » !

Le rêve a horreur de la mixité...

Tout à fait. Côté palestinien aussi, un vieux rêve est tombé : un Etat couvrant toute la Palestine. Le réfugié de la première guerre israélo-arabe exilé en 1948 ne jurait que par sa maison de Jaffa, son lopin de Tibériade ou son verger de Nazareth. Celui de 1967 survivait dans l'attente du retour au « *pays usurpé* » pour reconstruire une Palestine du « *fleuve à la mer* », autrement dit du Jourdain à la Méditerranée. Le rêve de l'un, nourri de haine, de sang et de mort, était le cauchemar de l'autre. Voilà pourquoi l'accord, qui ne règle encore rien, a déjà provoqué le déclic vital qui incite chacun à accepter la réalité telle qu'elle est et non comme on voudrait qu'elle soit.

A savoir la binationalité de la Terre promise.

C'est le nœud du conflit. Lorsqu'on admet, même à contre-cœur, qu'on n'est pas seul sur

terre, on peut mieux accepter de « *se serrer* », de faire de la place à l'autre. Israël a failli dans son dessein de forger un Etat purement juif. L'OLP a perdu son pari de libérer toute la Palestine. L'heure est au partage, à la séparation et, fatalement, au bon voisinage.

Comment le conflit a-t-il fini par rebondir de façon si spectaculaire ?

L'accord de paix n'est pas tombé du ciel. Ce n'est pas un accès subit de pacifisme qui a poussé Arafat à pactiser avec Rabin. L'un et l'autre n'avaient aucun autre sauf-conduit pour sortir de l'impasse où ils s'enlisaient...

C'est-à-dire...

Israël a négocié en position de force incontestable, l'OLP a traité

en situation de faiblesse extrême. Tel-Aviv est sorti grand vainqueur de l'affrontement Est-Ouest. Normal, il était l'allié de l'oncle Sam. La centrale d'Arafat, alliée de l'explosif de l'Est, a perdu. En outre, l'Etat hébreu a reçu l'apport en sang nouveau d'un demi-million de Juifs russes. L'Organisation palestinienne s'est, en ce qui la concerne, aliéner la solidarité de la quasi-totalité du monde arabe. D'avoir pris parti pour Saddam Hussein durant la guerre du Koweït l'a aussitôt privée de l'argent séoudien. Réduit militairement, contesté à l'intérieur même de son parti, « *le Vieux* » (Arafat) voyait se réduire partout son influence. Même en Cisjordanie et à Gaza, le combat a basculé du nationalisme, qu'il incarne aux yeux du monde, à l'islamisme, qui n'hésite pas à le contester ouvertement.

Arafat a-t-il donc accepté de négocier le couteau sous la gorge ?

Pas tout à fait. Mais il n'avait pas le choix. Cela dit, Rabin non plus n'avait pas le choix. Car, même si Israël est au faite de sa

puissance, il lui reste tout de même cette terrible épine dans le pied qu'est la domination sur deux millions et demi de Palestiniens. Six années d'Intifada et de répression implacable ont conduit le parti travailliste israélien au pouvoir depuis juin 1992 à réaliser que l'usage de la force, même et surtout contre une population désarmée, ne règle rien. La situation paraissait de jour en jour plus ingérable.

A quel niveau ?

A tout niveau. Israël se retrouvait en fait piégé par sa propre occupation. Comment en

sortir, devait se dire Rabin ? Annexer la Cisjordanie et Gaza ? Soit. Mais que faire de la population palestinienne. Lui octroyer la citoyenneté reviendrait à faire de l'Etat juif un Etat binational. Inacceptable. La dominer, la réprimer, l'empêcher de s'organiser comme elle veut ? Ce serait l'apartheid. Laisser pourrir la situation en misant sur l'émiettement du monde arabe, la guerre intestine au sein de l'OLP et l'émigration de l'élite ? Jeux dangereux. « *Privé* » de l'OLP, Israël se serait retrouvé non pas face à un mouvement islamiste organisé mais à un tohu-bohu politique. C'est ainsi que l'impasse de Rabin et l'impasse d'Arafat ont pu se croiser.

Que risque Arafat ?

Le pire ou le meilleur. La force et la faiblesse de l'accord de paix sont qu'il garde le silence sur le fond de l'affaire, à savoir le statut de Jérusalem, le droit au retour des réfugiés, la possibilité ou non d'un Etat palestinien... Mais il laisse la porte ouverte à tout débat sur l'un ou l'autre sujet. Il n'y a donc vraiment plus de tabou à cet égard. Autrement dit, si Rabin, qui est en position de force, n'empêche pas l'autorité palestinienne qui va voir le jour à Jéricho de s'imposer, il favorisera l'émergence d'un pouvoir crédible, à même de rallier à sa si-

gnature d'un traité de paix définitif la majorité écrasante de la population. Auquel cas, Arafat gagnerait son pari. Par contre, si Israël cède à la tentation de considérer le statut intermédiaire prévu par l'accord comme un statut définitif, le chef de l'OLP se retrouvera en position d'accusé. Lui qui aura satisfait à chaque exigence formulée par l'Etat juif n'aura rien à offrir en échange à son peuple. On reviendra alors à la case départ. On n'en est pas là, Dieu merci, mais le risque existe.

La communauté internationale n'aurait-elle pas son mot à dire à ce sujet ?

Jusqu'ici, elle a plutôt brillé par son impuissance résignée. Car, après tout, le cadre juridique d'un règlement du conflit israélo-arabe existe depuis 1948. L'Onu a voté un partage de la Palestine en novembre 1947 entre un Etat juif et un Etat arabe. Le premier s'est imposé, puis a avalé le territoire imparti au second. Il suffisait de rétablir l'Etat juif dans le sien. La question des réfugiés, celle de Jérusalem, tout cela fait l'objet depuis un demi-siècle d'un consensus international unanime qui n'a jamais été remis en cause, y compris par Washington, l'allié inconditionnel d'Israël. Il suffirait d'agir au nom du droit. Vous me direz que l'Onu a bien reconnu l'existence de l'Etat bosniaque pour se révéler ensuite incapable d'empêcher son démantèlement.

Et l'Occident ?

L'Occident, c'est d'abord l'Amérique. L'accord de paix israélo-palestinien est l'enfant illégitime de la guerre du Golfe. L'oncle Sam est son parrain. Il s'agit, pour lui, de prévenir l'effet déstabilisateur conjugué de l'effondrement du bloc de l'Est et de la montée en puissance de l'islamisme. En Israël-Palestine même, l'essor inquiétant d'un expansionnisme juif qui va jusqu'à évoquer l'expulsion de toute la population palestinienne, d'une part, la montée de la violence meurtrière de l'extrémisme islamique, d'autre part, risquaient de dégénérer en une guerre de cent ans. Il fallait désamorcer la bombe, crever l'abcès, pousser tout le monde à s'asseoir autour d'une table de négociations. C'est ainsi qu'Yitzhak Shamir est parti contraint et forcé à la Conférence de paix ouverte à Madrid, fin octobre 1991. Il n'a pas manqué d'avouer qu'il s'y est rendu non point pour négocier, mais pour gagner un répit de dix ans et rendre irréversible la colonisation de la Cisjordanie. Côté

arabe, non plus, le cœur n'y était pas. Beaucoup misaient sur un échec de la Conférence.

Quel effet l'accord de paix qui en est sorti va-t-il avoir sur le monde arabe ?

L'effet d'une véritable révolution intellectuelle. Car, jusqu'ici, l'Etat juif constituait un irremplaçable alibi à la dictature qui sévissait et persiste encore, jusqu'à nouvel ordre, dans l'Orient arabe. La tyrannie policière, la médiocrité du niveau de vie, la désertion constante de l'élite, l'omnipotence du pouvoir, la torture... tout cela résultait d'un « *complot ourdi par l'ennemi sioniste* ». Il fallait donc prendre son mal en patience, fermer l'œil sur la répression, se résigner au pire... Se déclarer en état de guerre avec l'Etat juif conférait automatiquement une légitimité à n'importe quel régime. Cela explique pourquoi l'Irak ou la Libye, pour ne prendre que ceux-là, se donnaient à peu de frais pour les champions de la cause palestinienne, alors même qu'ils se trouvent fort éloignés du front. Cela appartient déjà au passé. Il ne reste plus à chaque régime qu'à conquérir la légitimité populaire, ou à disparaître.

Vous voulez dire que la paix pourrait ainsi profiter à tout le monde arabe...

Comment dire le contraire ! Rappelez-vous : chaque défaite arabe face à Israël s'est traduite immédiatement par un surcroît de militarisation du pouvoir. C'est la première guerre contre Israël, en 1948, qui a inauguré le cycle infernal du coup d'Etat permanent avec son mot d'ordre : point de liberté arabe sans libération de la Palestine ! Un slogan dont personne n'était dupe. Le jour est enfin arrivé où, en reconnaissant Israël, Yasser Arafat consacre la légitimité de « *l'ennemi sioniste* » tout en lui arrachant la sienne. Et sape du même coup la fausse légitimité de la dictature qui n'a que trop opprimé la « *nation arabe* », au nom de la « *libération du peuple palestinien* ». C'est sûr, le nom d'Arafat doit être aujourd'hui béni par la rue, du Golfe à l'Atlantique.

Pour autant, l'accord de paix aura du mal à se concrétiser.

Nul doute que rien ne sera facile. Côté israélien, Yitzhak Shamir a déclaré que si son parti, le Likoud, revenait demain au pouvoir, il dénoncerait immédiatement l'accord de paix. L'ex-

trême droite religieuse et annexionniste n'est pas près de désarmer ni d'évacuer sans discuter les colonies de peuplement qui jalonnent la Cisjordanie et Gaza, sans parler de Jérusalem-Est. Côté arabe, un front du refus soutenu – jusqu'à quand ? – par la Syrie promet de tout faire pour saboter l'accord.

Il y a aussi le mouvement islamiste Hamas, qui dispute à l'OLP le pouvoir sur Gaza...

Bien sûr. C'est une grave question. Il faut savoir que le soutien populaire considérable dont jouit le Hamas s'explique par ce fait que son combat visait en priorité l'occupant. Sur ce plan-là, même la minorité chrétienne de Gaza lui apportait son soutien. Quel Palestinien contesterait, en pareille situation, un attentat contre une patrouille de Tsahal ? Il est fort probable, à mon avis, que la simple reconnaissance par Israël de l'existence pleine et entière d'un peuple palestinien va retirer la quasi-totalité de leur clientèle à ceux qui ont opté en désespoir de cause pour la guerre à outrance. Pensez : avant, le militant du Hamas n'avait rien à perdre sous l'occupation. Aujourd'hui, si. Ne serait-ce que la chance de ne plus vivre sous la férule implacable de Tel-Aviv.

Pour fragile qu'il soit, l'espoir paraît immense de construire un Proche-Orient réconcilié avec lui-même...

Ça oui, plus que jamais ! Il y a un indice qui en dit long sur ce plan : la reconnaissance du pluralisme national – qu'implique l'accord israélo-palestinien – conforte le pluralisme religieux, qui est une constante immuable de l'Orient arabe, et rend du coup incontournable l'avènement d'un pluralisme politique. L'accord de paix porte en germe une évolution démocratique. Il ne peut durer que dans un Proche-Orient réconcilié. Pour cela, il faut y associer sans tarder la Syrie, la Jordanie, le Liban et le reste du monde arabe. Aucun protagoniste, peuple, confession ou parti politique, ne doit être brimé ou mis à l'écart.

Le peuple palestinien est pour moitié en diaspora et, pour un quart, réfugié. Pourra-t-il se rassembler sur son sol ancestral ou renoncer à y retourner sans compromettre l'accord de paix ?

On ne dira jamais assez que ce qui tourmentait le Palestinien, ce n'était pas tant son exil forcé que

la négation de son appartenance à sa terre par l'Israélien. De même que la non-reconnaissance de l'Etat juif par un monde arabe, aussi dominé fût-il militairement, a empêché Israël de savourer son statut de nation réhabilitée. Le peuple palestinien a faim et soif de reconnaissance. L'exil, l'émigration, il connaissait déjà, bien avant l'avènement d'Israël. Le Levant est une terre d'émigration. Allez en Nouvelle-Zélande, au Sénégal, au Brésil ou en Suède, et vous verrez comment une diaspora palestinienne, vieille d'un siècle, prospère dans le monde de la banque, de la culture et de la politique. Souvenez-vous de John Sununu, le secrétaire général de la Maison-Blanche durant le mandat de George Bush. Il est d'ascendance palestinienne.

La Terre promise est décidément trop petite...

Bien sûr. Beaucoup ne rentreront pas en Palestine. Ce qu'ils demandent, c'est d'exister avec une identité admise d'abord par ceux qui l'ont niée, par le monde ensuite. Que le mot Palestinien ne rime plus avec apatride, terroriste, réfugié... Je suis persuadé qu'une fois ce préjudice moral réparé, la question du retour ou non de la diaspora ne posera plus un problème insurmontable. Son identité consacrée, chacun pourra ensuite choisir sans complexe de s'établir là où son sort le conduira, au Proche-Orient, ou ailleurs. C'est la loi du marché, plus que la volonté politique qui déterminera une nouvelle répartition de la population. Rien n'empêchera un Israélien originaire de Syrie d'y émigrer pour travailler, ni un réfugié palestinien natif de Jaffa d'y retourner se marier ou d'y chercher du travail...

Vous n'allez pas un peu trop vite ?

Peut-être. En tout état de cause, il s'agit là d'une possibilité qui est déjà en germe au fond de l'accord de paix israélo-palestinien. Celui-ci a brisé un double rêve. Il engendre, par là même, un rêve autrement plus exaltant.

Propos recueillis par
SLIMANE ZEGHIDOUR ■